



ROYAUME DE BELGIQUE

Intervention de

S.E.M. Marc PECSTEEN, Représentant Permanent
de la Belgique auprès des Nations Unies

Débat et consultations UNAMID au Conseil de Sécurité

New York, 14/6/2019

Monsieur le Président,

La Belgique remercie le Sous-Secrétaire général, M. Jean-Pierre Lacroix, pour son exposé.

Je divise mon intervention en deux parties : la première consacrée à la situation générale au Soudan, et la deuxième à l'incidence de cette situation sur le Darfour et sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD).

Monsieur le Président,

Nous sommes choqués par les récents développements au Soudan. Depuis le 3 juin, la communauté internationale a été témoin d'attaques délibérées contre une population civile manifestant pacifiquement. La Belgique condamne fermement ces violences qui ont causé la mort de plus de 100 personnes, ont fait de très nombreux blessés sans parler des cas de violence sexuelle.

Le Conseil militaire de transition est responsable de la protection des civils et de la sécurité de tous les Soudanais. Les membres de ce Conseil doivent respecter les droits individuels des Soudanais, y compris le droit à la liberté de réunion et d'expression et libérer les détenus politiques.

Cette violence inacceptable menace tout le processus politique vers une transition civile. La Belgique salue la décision forte de l'UA du 6 juin et appelle tous les membres de ce Conseil à respecter l'appropriation par l'UA de la réaction à cette crise. Comme l'UA, la Belgique demande la reprise immédiate des négociations, sans conditions préalables, entre toutes les parties prenantes soudanaises, en vue de la création d'une Autorité de transition sous conduite civile, dans le strict respect des décisions du Conseil de Paix et de Sécurité. Nous soutenons également la demande de ce Conseil d'une enquête sur les événements meurtriers du 3 juin. Nous soutenons les efforts de l'Envoyé du Secrétaire général, de l'Envoyé Spécial de l'Union Africaine ainsi que de l'IGAD, pour aider à résoudre la crise actuelle. En résumé, une transition pacifique et ordonnée avec pour objectif le transfert du pouvoir politique vers un pouvoir civil, démocratique et représentatif, est le seul moyen

durable de sortir de la crise actuelle et d'une série de violences avant qu'elle ne devienne incontrôlable.

Monsieur le Président,

La situation au Darfour ne peut être isolée de la situation dans le reste du Soudan. Les preuves en sont multiples:

- un processus politique au point mort depuis janvier dernier;
- la continuation des violations des droits de l'homme commises par les Forces d'Appui Rapide (RSF) au Darfour, y compris la violence sexuelle ;
- la difficulté pour les tribunaux de fonctionner en absence de clarté à Karthoum;
- ou encore un système lourd d'approbations et d'autorisations qui entrave l'acheminement de l'aide humanitaire.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le décret du Conseil militaire de transition selon lequel toutes les bases de la MINUAD ne devraient être remises qu'aux Forces d'Appui Rapide (RSF), soit les mêmes forces responsables de la violence à Khartoum et qui ont, selon certains rapports, incendié quelques 62 villages dans le Jebel Marra depuis octobre 2018. Comment peut-on même imaginer remettre les camps de la MINUAD aux personnes mêmes qui ont créé la situation pour laquelle la MINUAD fut déployée en 2007? Il est essentiel que les sites ne soient remis qu'à des utilisateurs finaux civils, comme le requiert le communiqué du 13 juin de Conseil de Paix et Sécurité de l'UA.

Le Darfour reste une région fragile, où les causes profondes du conflit, notamment l'accès à la terre et l'avenir des déplacés, n'ont pas été vraiment réglées.

Le Conseil devra donc continuer à suivre attentivement la situation et évaluer comment l'évolution dans le reste du pays influence le processus de sortie de la MINUAD, compte-tenu notamment de la révision du mandat prévu ce mois-ci. La situation actuelle nous impose la prudence quant au calendrier de retrait de la MINUAD, tenant compte de la situation sur le terrain. Il faudrait affiner et éclaircir les critères de sortie (« exit benchmarks ») pour guider le retrait.

La Belgique appelle tous les membres du Conseil de Sécurité à mettre leurs différences de côté et parvenir à une unité de vision et de stratégie concernant le Darfour. Le Conseil doit prendre son temps pour considérer toutes les options. C'est pourquoi nous devons envisager un *renouveau technique de quelques mois* afin de mieux comprendre les implications des développements sur le terrain et de donner à la région un peu de temps pour se rapprocher d'une solution. La dernière chose que nous voulons, c'est que le Darfour retombe dans le conflit après le départ de la MINUAD.

Merci, Mr le Président.